



SIMA Coise
1 passage du Cloître
42330 SAINT GALMIER
Tel : 04.77.52.54.57 Fax : 04.28.04.03.46

Novembre 2014

Diagnostics Agricoles et Restitutions collectives

Dossier suivi par :
Justine LAGREVOL

SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA COISE ET SES AFFLUENTS

Ref : 03_2014 / A4-96_Diag-Agri

Marché public en procédure adaptée (MAPA)

Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles
Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles « Version Allégée »
Restitutions collectives

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C)

L'unité monétaire choisie par le maître d'ouvrage est l'Euro

Date d'engagement de la procédure : le 7 novembre 2014

Date limite de remise des offres : le 3 décembre 2014 à 12 heures

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 2-1 : Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres
- 2-2 : Décomposition en tranches et en lots
- 2-2 bis : Mode de dévolution
- 2-3 : Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- 2-3 bis : Solutions de base
- 2-3 ter : Options
- 2-4 Variantes techniques
- 2-4 : Mode de règlement
- 2-5 : Durée du marché et délais d'exécution
- 2-6 : Modifications de détail au dossier de consultation
- 2-7 : Délai de validité des offres

ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES

- 3-1 : documents obligatoires
- 3-2 : documents annexes

ARTICLE 4 : ELIMINATION DES CANDIDATS - JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 5. ENGAGEMENT DU MARCHE

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

- 6-1. Contenu du dossier de consultation
- 6-2. Préférence
- 6-3. Modalités de remise des offres

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne :

- **Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles**
- **Réalisation de diagnostics d'exploitations agricoles « Version Allégée »**
- **Restitutions collectives**

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande suivant la définition de l'article 71 du Code des Marchés Publics.

Le maître d'ouvrage confiera au(x) titulaire(s) l'exécution du marché selon les conditions définies dans le CCTP, suivant l'attribution par la commission d'appels d'offres.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Etendue de la consultation

Elle est soumise aux dispositions du Code des Marchés Publics, articles 33, 57, 58, 59.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu un découpage en lots, par contre le maître d'ouvrage se réserve le droit de confier les prestations à plusieurs candidats.

2-2 bis. Mode de dévolution

Le marché sera conclu selon l'offre ou les offres qui seront retenues :

- soit avec une ou plusieurs sociétés
- soit avec sociétés groupés solidaires.

2-3. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

2-3 bis. Solutions de base

Les candidats devront faire une offre de base conformément aux dispositions techniques précisées dans le CCTP.

2-3 ter. Options

Les candidats proposeront la réalisation d'un bilan territorial qui fera l'objet d'une tranche conditionnelle.

2-4. Variantes techniques

Des variantes techniques pourront être proposées avec obligation de répondre à la solution de base. Elles devront apparaître dans l'offre de façon indépendante à l'offre de base attendue.

2-4 bis. Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement par mandatement administratif.

2-5. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

2-6. Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours : il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) est remis gratuitement à chaque candidat par le syndicat interdépartemental mixte d'aménagement de la Coise. Il est également téléchargeable sur le site du syndicat : www.sima-coise.fr, dans la rubrique actualité.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés. La transmission des offres par voie électronique est autorisée ; dans le cas présent les documents devront être au format PDF.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.

Le dossier à remettre par les candidats sera constitué d'un projet de marché qui comprendra les pièces suivantes :

3-1. Les documents obligatoires suivants:

- ✓ un acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché. Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des fournitures qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. Il présentera sa sous-traitance dans d'autant d'actes spéciaux annexés à l'Acte d'Engagement que de sous-traitants.
- ✓ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), cahier ci-joint à accepter et à signer sans modification;
- ✓ le bordereau des prix unitaires (BPU) : cadre ci-joint à compléter et à signer
- ✓ Les formulaires, DC1, DC2, remplis, datés et signés

3-2. Les documents annexes suivants

- ✓ Un mémoire technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché, comprenant notamment une présentation technique des prestations proposées, une présentation des collaborateurs ou sous-traitant associés, Les délais de livraison de la prestation, la méthode de travail avec la collectivité pour la réalisation et le suivi de la commande, l'assistance technique proposée à la collectivité dans le cadre de ce marché...

ARTICLE 4. ELIMINATION DES CANDIDATS - JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues au Code des Marchés Publics, articles 52 à 55. En dehors des garanties professionnelles et financières, capacités et références techniques suffisantes, les critères de jugement des offres seront examinés dans l'ordre décroissant suivant :

Note technique	45 points
Approche globale - Cohérence de la proposition	10 points
Méthodologie	15 points
Compétences	10 points
Descriptifs des solutions techniques	10 points
Prix	30 points
	$N(i) = 70 \times (P(m) / P(i))$
	Où N (i) est la note attribuée à l'offre du candidat (i)
	P (m) est le prix de l'offre la moins-disante
	P (i) est le prix de l'offre du candidat (i)
Référence des diagnostiqueurs	15 points
Assistance au maître d'ouvrage	10 points

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail quantitatif et estimatif des prix seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Lors de l'examen des offres, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée. Le jugement des offres donnera lieu à un classement. L'offre ou les offres les mieux classées seront donc retenues à titre provisoire en attendant que le candidat ou les candidats produisent les certificats de l'article 46 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 5. ENGAGEMENT DU MARCHÉ

La mise en œuvre et l'engagement du présent marché par le maître d'ouvrage est suspendu à l'acceptation par la Commission Régionale Agro-Environnementale et Climatique (CRAEC) et l'autorité de gestion régionale, du Projet Agro-Environnemental et Climatique Coise porté et déposé par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'appel à projet régional, ainsi qu'à l'acceptation des subventionnements concernant cette opération demandés par le maître d'ouvrage auprès de ses partenaires.

ARTICLE 6 : AUTRES RENSEIGNEMENTS

6-1. Contenu du dossier de consultation

Les pièces constitutives du marché sont énumérées par ordre décroissant de priorité au présent Règlement de Consultation page 5, rubrique 3-1. A ces pièces s'ajoute pour former le Dossier de Consultation des Entreprises, le présent Règlement de Consultation.

6-2. Préférence

Les prestations prévues au présent marché ne sont pas susceptibles d'entraîner un droit de préférence prévu à l'article 54 du C.M.P.

6-3. Modalités de remise des offres

Pour la version papier de remise des offres, les enveloppes (sans mention de l'entreprise) mais portant la mention suivante :

Offre pour :

«Réalisation de diagnostics d'exploitations agricole ; de diagnostics agricoles allégés ; et prestation de restitutions collectives »

NE PAS OUVRIR -

Elles devront être remises contre récépissé à l'adresse ci-dessous :

**Monsieur le Président
SIMA Coise
1 passage du Cloître
42330 SAINT GALMIER**

Avant le délai (date et heure) porté en page 1 du présent règlement

ou si elles sont envoyées par la Poste, devront l'être à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postale, et parvenir à destination dans les mêmes délais, le cachet de la poste faisant foi.

ou si elles sont envoyées par voie électronique, devront l'être à contact@sima-coise.fr, et copie à j.lagrevol@sima-coise.fr, message comportant un accusé de réception envoyé dans les mêmes délais avec en pièce jointe un dossier zippé comportant les pièces constitutives du dossier de candidature ; Les pièces jointes devront toutes être au format PDF et dûment nommées.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. L'auteur en sera informé.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par voie postale ou par mail à :

**SIMA Coise
1 passage du Cloître
42330 SAINT GALMIER**

E-mail : j.lagrevol@sima-coise.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile au candidat.